

que l'industrie nationale peut soutenir la concurrence étrangère. L'Angleterre a bien compris ce principe, et tandis qu'elle réclame ardemment de toutes les autres nations l'abaissement des tarifs, elle s'obstine à maintenir les siens assez élevés pour empêcher les autres d'arriver chez elle ; voilà l'un des grands secrets de son omnipotence commerciale.

La nation anglaise séduite par les avantages du libre échange a abaissé ses barrières depuis peu. L'effet en fut désastreux pour elle ; Le fer belge y arrive à si bas prix que ses opérations minières sont arrêtées et que les grèves y sont à l'ordre du jour. Les théories libérales de Gladstone ont nui considérablement à L'Angleterre depuis quelques années.

Napoléon III, entraîné par les séduisantes théories libres-échangistes de Cobden, voulut les faire essayer à la France, en dépit des protestations de l'industrie nationale. Les désastres financiers en furent la conséquence.

De fortes réclamations se produisirent au corps Législatif. Thiers qui connaissait le prix du travail et Puyser-Quartier firent des discours, restés célèbres, pour le rappel du traité, avec l'Angleterre. Le peuple, aussitôt après Séjan, s'empresse de récompenser ses défenseurs : Thiers est appelé à la présidence et Puyser-Quartier est nommé ministre du commerce. Si l'Angleterre est arrivée à un très-haut degré de prospérité, elle le doit à la protection. Ainsi en est-il des Etats-Unis. Dès après 1790, les questions économiques y furent fortement agitées. Washington, Hamilton, Jefferson, etc., virent que le secret de la prospérité du peuple et de son indépendance reposaient dans la protection. Aussi dès 1872, Hamilton, secrétaire-d'état, fait un rapport au Congrès en faveur de l'imposition de droits élevés sur les objets de fabrique étrangère. L'Angleterre s'émue, et à Manchester seulement, l'on souscrit un demi-million pour l'achat de marchandises, au rabais, destinées aux Etats-Unis, afin de

les inonder et d'y empêcher l'établissement des manufactures. Henry Clay vengea les Américains quelques années après (1824). Ce système infâme est aujourd'hui pratiqué contre le Canada par les Etats-Unis, à la connaissance de notre gouvernement, qui ne fait rien pour en arrêter les désastreux effets ! La France s'insurge en ce moment en faveur de la protection. Les Etats-Unis agissent de même. McKenzie refuse l'entrée des vins français, en franchise, afin que la France nous laisse arriver, avec nos vaisseaux, sur ses marchés, aux mêmes conditions que l'Angleterre. Ainsi, les chantiers de navires sont suspendus, et des milliers d'ouvriers se trouvent sans travail dans tout le pays, mais surtout à Québec et dans les Provinces Maritimes. Ainsi, l'histoire industrielle de l'Angleterre, de la France et des Etats-Unis est là pour témoigner en faveur du système protecteur, qui est une vérité frappante pour tous, excepté pour notre gouvernement, qui semble frapper de cécité. An lieu d'élever notre tarif sur des objets manufacturés en ce pays, l'on impose des droits sur le thé, le café, le sucre, etc, que nous sommes obligés d'acheter à l'étranger. C'est le renversement du sens commun, c'est le sacrifice de nos intérêts les plus chers.

En vain réclame-t-on, M. Carthwright est sourd à la voix du peuple. Le 15 mai 1874 (Journaux C. C. p. 249) M. Baby propose de ne pas taxer le thé ni le café ; le gouvernement, suivi de M. Béchard et de ses amis, nous impose cette taxe.

Le 30 mars 1876, (P. 252 Votes et D. C. C.) M. Colby propose de réduire le droit sur l'huile de charbon ; le gouvernement rejette cette motion par une majorité de 60 voix ; un an après, il adopte la motion Colby !

Pour favoriser les Américains M. Carthright ruine nos commerçants Canadiens. Ainsi comme l'a prouvé la Minerve dans l'article suivant "il abolit le droit de 10 p. 100 sur les thés venant des Etats-Unis que le Gouvernement Conservateur avait